

## L'insoutenable condition du clerc gabonais

**A**U Gabon, dans l'entendement commun local, l'intellectuel se confond avec le diplômé de l'université, voire avec l'étudiant, la fréquentation des amphithéâtres étant un gage suffisant d'intellectualité. Dès lors, hors l'université, point de salut intellectuel. Cette conception particulière est du reste fort peu contestée par ses bénéficiaires.

L'intellectuel, c'est celui qui a « appris » et qui « connaît » (1). Quel que soit au demeurant l'usage qu'il fait de cette connaissance. Cela fait que l'intelligentsia est assimilée au monde universitaire *largo sensu* (les enseignants, les étudiants et les diplômés, qui ne sont par définition que d'anciens étudiants) qui s'oppose au reste de la société.

Parler de l'intelligentsia gabonaise pourrait revenir à s'interroger sur sa genèse, son organisation, ses mœurs, ses statuts et fonctions sociaux ou son rapport au pouvoir politique. Autant de questionnements intéressants mais qui ne pourraient ici sérieusement être examinés. Aussi avons-nous préféré orienter les développements qui suivent vers la question des « positionnements » des intellectuels gabonais face au pouvoir politique. Cette question comprenant en elle-même la problématique de la condition sociopolitique de l'intellectuel gabonais. Une condition qui, jusqu'à présent, n'a laissé de véritable choix qu'entre la « collaboration », la « trahison » et le « martyr ».

Toutefois, si l'on retrouve des « collaborateurs » et des « martyrs » à toutes les époques, l'on peut néanmoins dégager trois grandes phases historiques topiques chacune d'un « positionnement » particulier face au pouvoir politique. Chacune de ces phases cons-

tituera l'un des trois axes de cette étude. L'on examinera ainsi successivement les « années FEANF », les « années alimentaires » et les « années démocratiques ».

## **Les années FEANF**

Longtemps, le baccalauréat a tenu lieu de titre d'accès au statut envié d'intellectuel. Il permettait à son titulaire de devenir étudiant et fréquenter les universités françaises en étant convaincu d'être investi d'une « mission historique » au nom et au service du peuple, être mythique qu'il ne cessera d'invoquer. Longtemps aussi, peu d'élus recevront le précieux viatique après le premier d'entre eux en 1894, ce qui ne facilita pas l'éclosion d'une conscience de groupe.

Il faut attendre 1949 pour voir apparaître l'AGEG (Association générale des étudiants gabonais) qui restera jusqu'à sa dissolution, une trentaine d'années plus tard, la principale force d'opposition aux pouvoirs colonial et post-colonial au Gabon. L'AGEG sera l'une des organisations territoriales qui, avec d'autres associations similaires, formeront en 1950 la FEANF (Fédération des étudiants d'Afrique noire en France). C'est ainsi que, plusieurs années durant, la FEANF sera la centrale unique et légitime de la communauté estudiantine des colonies françaises et des nouveaux États d'Afrique francophone (2). L'AGEG n'en étant plus que l'une des sections territoriales.

De 1950 à 1980 (année de la dissolution de la FEANF par le gouvernement français), une génération entière d'étudiants gabonais s'exercera avec des fortunes diverses au « syndicalisme révolutionnaire » tant pour la défense de ses intérêts que pour la « libération du continent africain de toutes formes de domination ». Et, bien que peu nombreux — du moins par rapport aux autres communautés —, les Gabonais assureront une participation active aux organes de la Fédération. Ainsi, l'on se souviendra que le secrétaire aux affaires sociales du comité exécutif élu au 7<sup>e</sup> congrès (1956) était un étudiant en médecine gabonais qui deviendra, en avril 1993, le deuxième président de l'Assemblée nationale multipartite, remplaçant à ce poste un autre leader de l'AGEG. Comme l'on se souviendra, entre autres, que la section académique de Nice avait pour vice-président, un Gabonais et que celle de Poitiers avait pour secrétaire général un autre Gabonais.

(1) L'homme de la rue dirait ici « qui connaît beaucoup ». *d'Afrique noire en France*, Paris, L'Harmattan, 1985.

(2) S. Traoré, *La Fédération des étudiants*.

Nourris de dialectique marxiste, ces étudiants allaient mener un long combat contre ceux qu'ils considéraient comme les « ennemis de l'Afrique », très souvent avec une grande conviction et à leur risques et périls (suppression de la bourse, arrestation...); certains ne devant leur salut que dans la fuite vers Moscou, Prague ou toute autre capitale ex-est-européenne.

C'est ainsi qu'ils se prononceront clairement contre la Loi-cadre (dite Gaston Defferre) de 1956 en la qualifiant dans l'une de leurs résolutions de « *mystification qui n'a d'autre but que de semer la confusion et de freiner le processus historique de (...) libération* », tout en s'engageant à « créer les conditions concrètes de la formation d'un front de lutte pour l'unité et l'indépendance nationale » (3).

Deux ans plus tard, la FEANF rejettera avec la même vigueur la Communauté franco-africaine : « *Considérant que le mythe de "l'homme de Brazzaville" qui tend à présenter de Gaulle comme l'incarnation d'une politique en matière coloniale ne repose sur aucune réalité, attendu que la Conférence de Brazzaville de 1944 inspirée par de Gaulle proclamait que "la constitution même lointaine de self-government dans les colonies est à écarter" (...) Proclame que ni la révision de la constitution française, ni le référendum, ni tous les autres projets ne changeront rien à la détermination du peuple africain d'accéder à son indépendance totale.* »

L'indépendance octroyée, les étudiants gabonais, tout comme leurs collègues des autres nouveaux États, réorienteront leurs actions en s'attaquant à présent aux « néo-colonialistes », aux « impérialistes » et à leurs « valets locaux ». Ce faisant, ils deviendront les plus farouches opposants au régime du président Léon Mba, d'autant plus que, dès les premières années d'indépendance, l'opposition parlementaire commençait à être marginalisée. C'est dans cet esprit qu'ils adresseront au chef de l'État, en novembre 1961, une lettre ouverte où ils l'accusent de vouer une « inimitié radicale », une « haine à mort contre tout ce qui pense » et dénoncent les « ministres ignorants », les « colons inconvertis », les « groupuscules de parvenus africains » et « l'oligarchie financière internationale »... A partir de cette époque, les arrestations par la police française et les expulsions vers le Gabon deviendront monnaie courante (4).

Les étudiants gabonais auront à nouveau l'occasion d'exprimer leur hostilité au régime à la suite de la restauration du pouvoir de Léon Mba par l'armée française après le coup d'État de 1964. A ce sujet, la FEANF dénoncera « avec véhémence les assassinats perpétrés au Gabon par l'armée coloniale française », stigmatisera « l'intervention de l'impérialisme français au Gabon » et condam-

(3) L'essentiel des citations concernant la FEANF sont tirées de l'ouvrage de S. Traoré précité.

(4) L'une des victimes est aujourd'hui conseiller du président de la République.

nera « la politique d'intimidation des peuples africains par l'impérialisme français destiné à maintenir au pouvoir ses créatures dont l'isolement n'est plus à démontrer ». Quant à l'AGEG, dans une déclaration de politique générale à la suite des mêmes événements, elle dresse le portrait suivant du chef de l'État : « *Ancien chef de canton tyrannique, ancien déporté pour crime de droit commun, voilà l'homme qu'on veut nous présenter comme étant le plus capable, le plus sérieux, le plus soucieux de l'intérêt national et du bien-être de ses compatriotes (...) En 1960, il fait un coup d'État et emprisonne les députés qui voulaient l'établissement d'un régime démocratique, et il établit une liste unique et organise des élections préfabriquées.* »

L'arrivée de Bongo ne changera rien à la ligne des étudiants gabonais, malgré le fait que celui-ci se présenta comme un jeune, prêt au dialogue et à la réconciliation avec eux. Il n'empêche que, dès ce moment, le bloc que constituait jusqu'alors l'AGEG commença à se fissurer. En effet, l'on enregistrait les premiers grands ralliements au régime. Le temps des désillusions arrivait. Les rigueurs de l'exil, les servitudes de la vie d'étudiant et le désir de se faire une place « au soleil des indépendances » allaient peu à peu gagner les troupes au point qu'une résolution du 21<sup>e</sup> congrès (1968) exhortait les membres à lutter fermement « contre le carriérisme, l'opportunisme et le réformisme ».

Les luttes fratricides entre les différentes chapelles de l'Église marxiste (staliniens, krouchtchéviens, trotskystes, maoïstes, albanais...) allaient accélérer le mouvement de décomposition. Cela, d'autant plus que, sous prétexte d'« entrisme » (5), une grande partie des responsables de l'AGEG, parmi les plus virulents, rejoignait le régime honni chaque année à l'occasion des grandes vacances.

A quelques rares exceptions, les révolutionnaires qui, en France, avaient créé le MGAP (Mouvement gabonais d'action populaire) et autres PGT (Parti gabonais du travail) s'intégrèrent dans le « système » et devinrent même, pour certains, les « idéologues » du PDG (Parti démocratique gabonais), parti unique jusqu'en 1990. Marquant ainsi la trahison des idéaux qu'ils avaient, avec une forte conviction, défendus dans les salles de la Mutualité à Paris. Quant à ceux qui n'avaient pas voulu « trahir » mais qui néanmoins regagnèrent le pays à la fin de leurs études, ils n'avaient de choix qu'entre un « silence quasi complice » — en attendant des jours meilleurs — et un destin marqué par le contact régulier de la paille humide des cachots et par les « accidents » de toutes sortes.

S. Traoré en conclura que « *dans leur grande majorité, les anciens militants de la FEANF rentrés en Afrique [avaient] sombré dans la*

(5) Il s'agissait d'une théorie consistant, comme son nom l'indique, à « entrer » dans le « système » afin de le miner de l'intérieur.

Les faits démontreront que c'est le « système » qui finira par digérer les anciens contestataires.

*trahison en participant aux gouvernements néo-colonialistes africains. La plupart sont devenus ministres, ambassadeurs, responsables politiques à divers niveaux ou fonctionnaires internationaux. A ces postes, grassement rétribués, ils se sont embourgeoisés goulûment, ont renoncé à la lutte révolutionnaire et ont renié les nobles idéaux qu'ils défendaient avec tant de fougue, tant d'éloquence et tant d'implacabilité des lointaines tribunes de la FEANF à Paris » (6).*

Ce constat désolant était aisément transposable au Gabon, comme on peut le remarquer dans les lignes qui suivent : « Les anciens étudiants gabonais que j'avais connus en France, devenus "cadres" au Gabon, qui le (7) recevaient chez eux tant qu'ils étaient à l'étranger, qui buvaient ses paroles, semblaient le reconnaître comme un guide et acquiesçaient à tous ses propos, m'ont fait comprendre au Gabon qu'il n'était pas à fréquenter. Il est vrai que ces anciens étudiants en mal de révolution hantent maintenant la Présidence de la République, les ministères, ont accédé à de hautes responsabilités ; bref, ils sont devenus ces "valets" qu'ils méprisaient tant qu'ils étaient à l'étranger » (8).

Avec une éclatante lucidité, F. Fanon écrivait déjà en 1961 : « Chaque génération doit dans une relative opacité découvrir sa mission, la remplir ou la trahir ». Faut-il, avec lui, « perdre l'habitude (...) de minimiser l'action de nos pères ou de feindre l'incompréhension devant leur silence ou leur passivité » ? Se sont-ils « battus comme ils pouvaient, avec les armes qu'ils possédaient alors » (9) ? Difficile de répondre, encore plus de juger. Il reste que ceux-là qui croyaient que l'instruction acquise à l'université en faisait des « élus » et des « saints et purs vengeurs » du peuple allaient devenir les plus grands chantres du régime à parti unique et les pires contempteurs de leurs anciens amis — le dogmatisme idéologique prégnant de l'époque les y ayant, à leur corps défendant peut-être, plutôt bien préparés, en même temps qu'ils allaient pour longtemps contribuer à faire le lit dans lequel la génération « alimentaire » viendra se prélasser.

### **Les années alimentaires**

Alors que naissait l'Université nationale du Gabon, un décret pris en Conseil des ministres, le 29 juillet 1971, venait porter dissolution de toutes les associations et corporations d'étudiants gabonais tant au Gabon qu'à l'étranger. Une décision qui pouvait s'analyser comme une mesure de prévention contre une éventuelle conta-

(6) *Op. cit.*, p. 76.

(7) Un ancien leader de l'opposition interne.

(8) M.-F. Janot, « Démocratie à la gabo-

naise », *Peuples Noirs-Peuples Africains*, n° 27, mai-juin 1982, pp. 29-33.

(9) F. Fanon, *Les damnés de la terre*, Paris, La Découverte, 2<sup>e</sup> éd., 1987, p. 151.

gion idéologique des étudiants de la nouvelle institution par l'AGEG. De fait, cette génération d'étudiants tentera de rallumer au Gabon le flambeau de la contestation « parisienne » sans jamais atteindre ni l'organisation ni l'efficacité de la section gabonaise de la FEANF, marquée qu'elle était par son environnement social, économique et politique.

En effet, contrairement à la génération précédente, celle des « années alimentaires » étudiera et vivra en baignant, sans toujours pouvoir s'en extraire, dans les « réalités locales ». Réalités locales caractérisées par le parti et la pensée uniques, la délation et la suspicion, l'exaltation du « veau d'or » et la pression sociale. Ce sont tous ces éléments qui produiront le nouvel intellectuel gabonais et qui finiront par faire de l'intelligentsia un groupe social « normalisé », c'est-à-dire conforme aux normes du « système ».

Les années alimentaires sont, en effet, celles du règne de l'unicité politique, syndicale et intellectuelle. Ce n'est pas le lieu ici de disserter sur le parti unique, mais l'on retiendra que, dans le cas gabonais, même si le PDG n'a pas exercé sur la société la dictature dure et sanglante que l'on a pu connaître ailleurs (10), le parti unique a imprimé sa marque négative sur une société qu'il a pour longtemps ankylosée et anesthésiée.

Afin que l'ordre du Parti puisse régner à l'université, comme d'ailleurs dans tout le pays, un réseau complexe de « services » allait se charger de créer et maintenir chez les intellectuels la psychose de la « taupe » et de l'« agent double ». Tout au long de ces années de plomb, la moindre réunion entre « amis sûrs », sur quelque sujet que ce soit, dans un domicile ou dans une quelconque chambre du campus, exposait les participants à une convocation auprès des « services » dans les jours qui suivaient. Et comme nul ne connaissait les « honorables correspondants », chacun soupçonnait chacun et seuls les plus téméraires osaient encore « parler politique » au campus comme ailleurs. Chaque enseignant était convaincu que, dans l'amphithéâtre, il y avait toujours un étudiant chargé de faire rapport du contenu du cours à qui de droit. Ceci entraîna l'instauration d'une autocensure chez nombre d'enseignants qui s'interdisaient d'évoquer certains aspects de la matière enseignée. Ainsi était-il de bon ton de ne pas trop s'étendre ou même d'ignorer l'étude du marxisme dans le cadre du cours d'histoire des idées politiques en Faculté de droit, afin de ne pas se voir taxer de « subversif » ou de « révolutionnaire » (11), accusation qui n'aurait rien de bon pour eux.

(10) A cet égard, l'existence de l'Union des jeunes du PDG n'a jamais véritablement entraîné l'engouement des jeunes Gabonais, l'UJPDG n'étant qu'un groupuscule

d'opportunistes.

(11) De la même façon, le port de la barbe était déconseillé aux Gabonais rentrant de France.

Surtout, les années alimentaires ont été celles du triomphe et de l'exaltation de « valeurs » mêlant l'individualisme, le profit et le « situationnisme » (12).

A partir des années 70, le discours officiel à destination des jeunes se fonde sur la glorification de la réussite individuelle par les études. Ainsi l'on ne cessera d'exhorter les jeunes Gabonais à faire des études (de préférence « scientifiques ») afin de devenir « l'élite de demain » qui « livrera le grand combat contre le sous-développement ». L'on insistera, au passage, sur le changement de statut social que l'obtention d'un diplôme universitaire impliquait. Peu d'étudiants pouvaient rester sourds à de telles sirènes lorsqu'ils voyaient comment l'élite du moment affichait sa fortune trop vite acquise pour être discrète. C'est d'ailleurs ce que constatait A. Mbembe lorsqu'il écrivait que « l'idéologie étudiante en Afrique aujourd'hui [s'articulait] en priorité autour de la perspective de parvenir le plus tôt possible à une situation individuelle qui garantisse à son détenteur sécurité, autorité et privilèges » (13). La jeunesse étant sacrée au Gabon, l'étudiant, futur membre d'une élite en plein processus de production, n'a qu'un seul droit et qu'un seul devoir : étudier pour devenir un « grand homme destiné à assumer les fonctions administratives et politiques » les plus hautes.

Quant à l'intelligentsia non étudiante, elle n'échappera pas non plus à l'air du temps. Chacun essaiera de se placer en bonne position dans la course à la « bonne vie ». Dans une telle situation, il n'y aura guère de place pour les marginaux attachés à certaines vertus morales. Il n'y aura pas non plus de place pour la confrontation politique ou le débat d'idées : chacun « mangera ». Or, comme nous l'enseigne fort justement la sagesse africaine, « la bouche qui mange, ne parle pas »... Ce faisant, les intellectuels deviendront une catégorie socioprofessionnelle comme toutes les autres dans le pays, veillant jalousement à ses avantages et « droits acquis ». Et l'on constatera ainsi que l'essentiel des mouvements de revendication enregistrés dans ce milieu seront ce qu'il est convenu d'appeler des « grèves alimentaires ».

Les intellectuels gabonais se couleront d'autant plus facilement dans le moule social que la pression de la « famille » sera forte. En effet, s'il était plus ou moins aisé de contester le pouvoir en place à 7 000 kilomètres du pays, la même attitude devenait insoutenable lorsque l'on se trouvait au Gabon. L'importance des structures parentales étant ce qu'elle est, tout acte posé par un individu entraîne des conséquences pour toute la parentèle. La réus-

(12) C'est l'action visant la recherche effrénée de « situations » (postes) juteuses.

(13) A. Mbembe, *Les jeunes et l'ordre politique en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan,

1985, p. 119. Voir aussi G. Rossatanga-Rignault, *La jeunesse scolarisée et l'État en Afrique. L'exemple gabonais*. Doctorat de science politique, Paris I, 1991.

site scolaire couronnée par un bon poste profitera, en principe, à toute la « famille ». De même, tout acte d'opposition au régime pourra nuire à la sécurité physique ou matérielle de toute la « famille ». Par conséquent, les « familles » se chargeront elles-mêmes d'une bonne partie du travail d'intégration de l'intellectuel au « système », en même temps qu'elles exerceront sur lui le contrôle nécessaire pour éviter toute attitude « aventureuse » pour le groupe. De surcroît, les intellectuels se prêteront par intérêt, conviction ou tactique au jeu du clientélisme et de l'ethnisme, devenant dès lors l'objet des luttes d'influence entre les « barons » du régime en quête de légitimité (14).

Au vu de tout ce qui précède, l'on serait tenté de croire que la confiance régnait jusqu'en 1990 entre les intellectuels et le pouvoir. Il n'en était rien. Les premiers continuaient à mépriser le second qui, du reste, continuait à s'en méfier. Les relations entre les deux éléments de cette union morganatique étaient bien souvent frappées du sceau du mensonge et de l'hypocrisie. De même, les tensions entre les intellectuels et le pouvoir n'ont jamais véritablement disparu. Quelques téméraires continueront à semer, sur un terreau peu propice, les graines de la contestation, alors que le pouvoir usera alternativement de la « carotte et du bâton ».

L'on se souviendra ainsi que, lorsque les étudiants de l'Université nationale du Gabon voudront s'organiser en une Association des étudiants de l'Université de Libreville, début 1971, l'autorisation leur en sera refusée au motif que les groupements de ce type « ne [pouvaient] que favoriser des cloisonnements, exacerber les divergences d'intérêts particuliers et représenter en définitive pour le pays un facteur de division » (15). Ceci ne fera que susciter la création d'organisations clandestines. Et comme deux précautions valent toujours mieux qu'une, c'est à la même période que sera instauré le système dit de l'engagement décennal. Cet acte de bonne conduite obligeait tous les postulants à une bourse d'études supérieures (c'est-à-dire tous les étudiants ou presque) à suivre régulièrement les cours, à servir pendant dix ans au Gabon à la fin des études et à « renoncer à tout mouvement de grève et recourir pour toute revendication aux seules voies autorisées » (16).

(14) Cet aspect du problème est par nous analysé dans « Faut-il avoir peur des Fang ? — De la démocratisation et de l'ethnisme au Gabon », étude à paraître dans *Droit et Culture*, n° 26-2/1993.

(15) Extraits du communiqué du Conseil des ministres du 27 février 1971 (dépêche AFP, même date).

(16) La signature de l'acte se faisait dans des formes bien précises : le postulant se pré-

sentait avec un parent assurant sa tutelle devant le secrétaire général de préfecture de son lieu de résidence. Ledit responsable administratif lisait le texte de l'engagement avant de le faire signer par le postulant et son tuteur, ce dernier se trouvant ainsi lié par les actes « illicites » du futur étudiant. À cet égard, l'on peut penser que le respect de l'engagement par l'étudiant tenait souvent à la crainte de représailles sur les parents.



Dans le même sens, en 1972, alors que sera instituée une grande fête nationale de la jeunesse célébrant la « symbiose totale entre le Père de la Nation et ses enfants », les autorités annonceront la découverte d'un « complot des universitaires communistes ». L'on apprendra ainsi, selon les communiqués officiels, que « des agitateurs bien connus [propageaient] de fausses nouvelles parmi les étudiants et les lycéens en vue de déclencher une contestation à l'université » afin « de renverser les institutions de la République ». Selon les mêmes sources, le complot avait connu un début d'exécution par la création de « cellules marxistes » à l'université et la diffusion de tracts anti-gouvernementaux. Tout cela conduira à l'arrestation et à l'emprisonnement de plusieurs enseignants et étudiants qui ne seront jugés qu'en 1975.

En 1978, à la suite d'une grève à dominante « alimentaire » l'armée investira le campus universitaire et arrêtera les étudiantes et étudiants qui seront aussitôt incorporés dans les forces armées pour quelques semaines « d'éducation militaire ». Et pour faire amende honorable, les étudiants « proposeront », à leur retour au campus, que l'université soit baptisée du nom du chef de l'État. Ce qui fut fait.

Pourtant, en 1981, l'université sera à nouveau en ébullition à la suite de l'arrestation de son recteur soupçonné d'appartenir au MORENA (Mouvement de redressement national), parti d'opposition illégal qui venait de marquer son existence quelques jours plus tôt par une petite manifestation à la gare routière de Libreville. Le mouvement s'amplifiera après la nomination d'un nouveau recteur, contesté du fait de son ancien statut de directeur de l'École des cadres du parti. Les forces de l'ordre évacueront rapidement l'université qui sera à nouveau fermée pour quelques temps.

Enfin, en 1984, l'université connaîtra une autre grève « alimentaire » provoquée par l'adoption d'un texte révisant les conditions d'obtention et de renouvellement des bourses d'études (17). Elle se terminera par le retrait du texte litigieux et la concession de divers avantages matériels.

En définitive, jusqu'en 1990, l'effervescence à l'université sera essentiellement de type corporatiste. Toutefois, au fur et à mesure que les ressources se raréfieront, le mal-être des intellectuels gabonais ira grandissant. Certains chercheront le salut dans l'idéal religieux (d'où l'apparition de nombreuses « sectes »). D'autres iront chercher la paix de l'âme dans la musique engagée, surtout chez les plus jeunes : déçus par Marx et les siens ou ne pouvant trou-

(17) Les étudiants donneront d'ailleurs à ce texte le nom de responsable politique à qui ils en accordaient la paternité et qui se

trouvait être aussi un grand nom de la contestation marxiste du temps de l'AGEG.

ver d'ouvrages de ces auteurs dans les librairies et bibliothèques de la place, ils continueront à « rêver » en écoutant le Jamaïcain Bob Marley, le Gabonais Pierre Akendengue ou le Nigérian Fela Anikulapo Kuti chanter la libération et l'unité de l'Afrique.

### Les années démocratiques

Lorsque les étudiants de la Faculté de droit de Libreville se mettent en grève, en janvier 1990, pour protester contre l'insuffisance du personnel enseignant et leurs conditions de travail, nul ne songe un instant qu'est en train de naître le mouvement qui, quelques mois plus tard, allait conduire les Gabonais vers le pluralisme politique et syndical tout en ouvrant un certain nombre d'espaces de liberté (média, vie associative...) (18).

De social à l'origine, le mouvement né à la Faculté de droit allait réveiller la contestation politique en veilleuse depuis quelques années à l'université. Les intellectuels se rassembleront à nouveau dans diverses associations pour mener le combat pour la liberté et la démocratie. L'on s'autorisera dès lors à croire enfin à l'émergence d'une véritable classe intellectuelle consciente de ses positions sociales, responsabilités et devoirs, aux lieux et places de la longue procession de diplômés que l'on avait observée jusqu'alors, à quelques exceptions près.

Trois ans plus tard, force est de constater que l'intellectuel, tel que souvent perçu sous d'autres latitudes, demeure une espèce rare au Gabon. Mais qu'entend-on donc habituellement par intellectuel ? Comment l'intellectuel doit-il se déterminer dans la société ? La réponse à ces questions nous permettra de vérifier le constat dressé ci-dessus.

D'ores et déjà, l'on serait tenté d'opposer l'intellectuel à l'homme d'action. L'intellectuel ne serait-il pas avant tout l'homme qui pense la Cité, qui en dénonce les travers et dérives, laissant à d'autres le choix de l'action et de la mise en pratique de ces idées ? Ne serait-il pas aussi cet être doué de raison qui emprunte le moins possible les sentiers fébriles de la passion, qui doute — d'abord de ses convictions et connaissances — et vit au quotidien avec la conscience de sa responsabilité sociale en tant que membre d'une élite servant, à tort ou à raison, de modèle au vulgum pecus ? Autre-

(18) Rappelons que les étudiants des autres établissements rejoindront, par solidarité, le mouvement. Peu après, les forces de l'ordre investiront le campus et procéderont à une évacuation particulièrement violente des étudiants. D'ailleurs, le gouvernement, en guise de mea culpa, dédommagera les étu-

dants. Ce voyant, plusieurs autres catégories sociales arrêteront le travail dans l'enseignement, la santé, les banques, le transport aérien, les PTT... Le pays entrera dans une ébullition qui ne connaîtra sa première accalmie qu'au moment de l'ouverture de la Conférence nationale.

ment dit, l'intellectuel ne serait-il pas cet homme qui n'a de passion que celle de la liberté et de la vertu ?

Nous en convenons, une telle conception peut paraître excessive, mais nous la faisons nôtre en estimant que l'intellectuel moderne n'est rien d'autre que l'héritier du philosophe antique à l'image, par exemple, d'un Socrate.

Ainsi défini, l'intellectuel nous fait penser au savant décrit par Max Weber qui voyait essentiellement dans ce rôle le professeur d'université. Le sociologue allemand ne nous rappelait-il pas que « *la tâche primordiale d'un professeur capable est d'apprendre à ses élèves à reconnaître qu'il y a des faits inconfortables* » (19). Et la vérité étant bien souvent « inconfortable », l'intellectuel ne devient-il pas ainsi un masochiste qui a appris à aimer la vérité même, et surtout, quand celle-ci dérange ses certitudes et intérêts ? Dans la préface à l'ouvrage de Max Weber, Raymond Aron soulignait que « *la vocation de la science est, inconditionnellement la vérité* », tout en précisant que « *le métier du politicien ne tolère pas toujours qu'on la dise* » (20). Or, aujourd'hui au Gabon, c'est bien le rapport à la politique qui caractérise la problématique de l'intellectuel.

### Quelques lignes de réflexion

Quelle tendance générale peut-on dégager de l'observation des intellectuels gabonais ?

Il semblerait qu'aujourd'hui, comme hier, l'intellectuel gabonais n'arrive que difficilement à échapper à la tentation de la politique active, ne pouvant se contenter de « politique spéculative », il se lance, souvent sans garde-fous, dans la « politique opérative ». La conviction d'avoir un rôle à jouer et la prétention d'une éléction du fait du dieu-diplôme poussent les intellectuels gabonais à intervenir dans l'action politique en s'enrégimentant la plupart du temps dans des « brigades de conquête du pouvoir » (21).

Loin de nous la volonté de dénier aux intellectuels le droit d'avoir des convictions ni celle de prêcher un illusoire sinon hypocrite apolitisme (22). Nous voulons simplement poser le constat de la difficile adéquation entre le rôle de « phare social » dévolu à l'intellectuel et l'engagement militant, surtout partisan. Certes, il peut arriver qu'un intellectuel réussisse à concilier les deux statuts

(19) M. Weber, *Le savant et le politique*, Paris, Plon, 1991, p. 83.

(20) *Idem*, p. 28.

(21) A propos des intellectuels camerounais, Bassek Ba Kobhio arrivait manifestement aux mêmes conclusions que nous

(*Amand'la*, mensuel panafricain d'analyses politiques, n° 8, janvier 1993).

(22) L'apolitique est bien souvent quelqu'un qui « fait de la politique » sans vouloir l'assumer pour une raison ou une autre.

(et à quel prix ?), mais une telle prouesse nécessite des vertus peu courantes chez le commun des mortels.

Nous le disions plus haut, l'intellectuel a pour mission et fonction de dire le Vrai et, éventuellement, le Juste. Le militant quant à lui visé, par le biais de son parti, à prendre le pouvoir. Un parti qui ne chercherait pas à conquérir le pouvoir pour mettre en pratique sa conception du monde n'en serait pas un. Et c'est à ce niveau qu'apparaît le hiatus. L'on dit souvent que nul ne peut gouverner innocemment ; peut-on, de même, « faire de la politique » et toujours dire le Vrai ? Là encore, sauf exception, c'est une œuvre difficile et presque impossible. L'action politique est, hélas, d'abord une esthétique avant d'être une éthique, car la recherche du pouvoir ne peut s'embarrasser de la quête du Vrai. L'humanité en est encore au stade où le peuple-électeur, tel une bonne fille, choisit d'abord celui qui lui tient le discours qu'il a envie d'entendre et non point celui qui tient le discours de la vérité.

Il est légitime de vouloir moraliser la politique, d'en faire la noble activité qu'elle devrait être : la recherche du bien commun. Il demeure que la politique est surtout un jeu de séduction. Et chacun sait que lorsque l'on veut séduire, la vérité n'est pas toujours bonne à dire. La vérité sur soi comme — cela est plus grave — la vérité sur celui à qui s'adresse le discours. Illustrons : dans un pays où existent de fortes tendances xénophobes en temps de crise, l'étranger devenant le bouc émissaire de tous les maux de la société (insécurité, chômage...), celui qui tient un discours simplement humaniste est suspect de trahison et n'a que peu de chance de l'emporter lors d'une confrontation électorale face à celui qui conforte les électeurs dans leurs certitudes : le démagogue. L'alternative pour l'intellectuel « organique » est donc simple mais cruelle : ne pas dire toute la vérité ou se taire pour espérer emporter les suffrages désirés.

Alors, l'on se rend compte que le risque est grand pour l'intellectuel qui s'engage dans l'action pour « changer la politique », sinon pour « changer la vie » que ce soit lui qui finisse par être changé par la politique et par la vie.

Serait-il encore, après cette « mutation » un intellectuel ? Nous craignons que non. Il serait à présent, ce qui n'est pas en soi un déshonneur, un politique tenu par certains choix, par certaines alliances et, le cas échéant, par un minimum de discipline partisane.

Le résultat de tout cela au Gabon est qu'il est difficile aujourd'hui de parler d'une classe intellectuelle existant en tant que telle. S'il existe bel et bien des individualités intellectuelles, il n'y a ni groupe ni conscience de groupe. Ou plutôt, il y a des groupes. En effet, l'image que renvoie l'intelligentsia gabonaise est celle de camps retranchés. L'on a ainsi le camp — majoritaire — des militants des partis d'opposition à l'actuel régime, le camp — mino-

ritaire — des militants des partis de la « galaxie présidentielle » et le camp — ultra-minoritaire — de ceux qui, tout en ayant des convictions ou sympathies, essaient de demeurer des hommes libres de toute attache organique en partant souvent du principe que « toute "organisation" ne profite et ne profitera jamais qu'aux organisateurs » et que, trop fréquemment, l'histoire de l'humanité a montré que « les révoltes des bergers ne sont que des révoltes commanditées » (23) ; d'où la nécessité de conserver un doute qu'on dirait cartésien.

En définitive, il nous semble que la « maladie infantile » de l'intelligentsia gabonaise est de croire que le seul statut d'intellectuel prédispose et conduit à l'action et à la direction politiques. Il y a là un mélange de genres nuisibles à la société dès lors que tous ceux qui doivent « penser » cette société se piquent d'« agir ».

Et, il n'est pas osé de penser que la crise actuelle puisse trouver l'une de ses origines dans le fait que tout le monde a voulu tout faire au cours des trente dernières années. Car, si l'État et la société sont assimilables à une maison, il faut une première personne pour la « vouloir », une deuxième pour la « concevoir », une troisième pour réaliser le gros-œuvre et d'autres encore pour assurer les finitions et fournir les accessoires. La viabilité d'un édifice dont le propriétaire, l'architecte, le maçon, le peintre, l'électricien, le plombier, sans parler du décorateur, serait une seule et même personne n'est pas toujours assurée, peu d'hommes pouvant réunir en eux l'ensemble de ces talents. Aussi conviendrait-il d'instaurer ou rétablir une certaine division du travail, chacun s'efforçant de bien faire « son petit métier ».

**Guy Rossatanga-Rignault**  
Faculté de droit de Libreville

(23) P. Istrati, « L'Homme qui n'adhère à rien », *Les Nouvelles littéraires*, 8 avril 1932.